

Attractivité et compétitivité des zones économiques

L'inquiétant manque d'engagement des États de la Cémac

Innocent M'BADOUA
Libreville / Gabon

Le Groupe de la Banque mondiale appelle l'Afrique à rendre plus attractif le continent noir, car le "risque de marginalisation" économique est grand. Mauvaise élève de l'intégration, l'Afrique centrale inquiète plus d'un observateur pour son peu d'engagement à asseoir une stratégie harmonisée de visibilité et de compétitivité de la zone. L'avenir de ses peuples se trouve ainsi menacé face aux mutations en cours.

AVEC l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, avec son protectionnisme et sa politique de relocaliser sur leur sol des multinationales américaines, on voit s'accélérer la recomposition des grands ensembles économiques. L'Euro-Asie, avec l'initiative chinoise "La ceinture et la route de la soie" (plus de 60 pays impactés, un marché de 4,4 milliards de habitants, 62 % du PIB mondial), et la création d'une banque d'investissement concurrente du Fonds monétaire international (FMI), s'emploie à déplacer le cœur du battement des échanges commerciaux vers la Chine et ses partenaires dont la Russie. Un pays qui, en libellant ses ventes de pétrole en Rouble (monnaie russe), conteste, sous Vladimir Poutine, une domination du dollar américain comme monnaie de référence des transactions. Autour de l'axe Chine-Russie, une constellation

d'États, principalement "les nouveaux Dragons de l'Asie", multiplient les initiatives de libre-échange. En Europe, la France d'Emmanuel Macron et l'Allemagne entendent redonner force à une Europe conquérante, créatrice d'emplois et d'industries exportatrices de biens. Toutes ces initiatives commerciales et financières n'obéissent qu'à une logique : chaque zone économique veut garder le contrôle des transactions financières commerciales internes, à défaut d'avoir la main-mise sur l'économie mondiale. Face à cette dynamique plutôt rapide et proactive, l'Afrique semble prendre tout son temps. Pourtant, la recomposition de grands ensembles mondiaux qui s'opèrent sous ses yeux aura des secousses sur les économies de ces pays. D'ailleurs, cela n'a pas tardé. Jeudi, sous "l'effet Trump", General Motors a annoncé la fermeture de ses activités en Afrique du Sud, pliant ainsi ses bagages pour les États-Unis. De quoi accroître des licenciements massifs et craindre un regain de violences "antiraciales" attisées par une population grandissante de chômeurs. **CEMAC.** L'Afrique centrale semble particulièrement attentiste et dubitative à dégager des initiatives pour s'adapter au contexte international en mutation. Certes, dans les tiroirs de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) et de la Communauté économiques des États de

l'Afrique centrale (CEEAC) figurent des documents de politiques communes, dans divers secteurs d'activités : énergie, agriculture, télécommunications, infrastructures, entrepreneuriat, industries, etc. Toutefois, le rythme de leur concrétisation n'arrive pas à détourner les citoyens de ces deux communautés économiques de l'immobilisme. Même le Comité de pilotage des réformes de la Cémac, réuni le 6 mai 2017, et qui incite les États membres à éditer des passeports Cémac avant le 31 décembre 2017, n'est pas parvenu à dissiper les doutes et

convaincre les "Cémaciens" que la libre-circulation est imminente. De plus, les tensions politiques internes et sécuritaires dans bon nombre de États, la qualité des infrastructures de l'intégration, incitent des investisseurs internationaux à reconsidérer, en choix d'options, la destination Afrique centrale. Il est donc temps d'agir, pour le bien des 47 millions d'habitants de la sous-région.

Symbole d'un soleil communautaire, le drapeau de la Cémac a encore du mal à rayonner.



Photo : D.R.

APPEL A MANIFESTATIONS D'INTERET

RECRUTEMENT D'UN CABINET D'ASSISTANCE TECHNIQUE ATTACHE AU PROJET D'APPUI AU SECTEUR DE LA SANTE - PHASE 2

GABON

PROJET D'APPUI AU SECTEUR DE LA SANTE - PHASE 2

SERVICES DE CONSULTANTS

Le Ministère en charge de la Santé a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (AFD), et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer les paiements au titre des prestations d'un cabinet d'assistance attaché au Projet d'Appui au Secteur de la Santé - Phase 2 (PASS 2).

La convention de financement du projet PASS 2 a été signée le 22 mars 2016 entre la République Gabonaise et l'AFD en vue d'atteindre les objectifs suivants :

Objectif 1 : Mise à niveau de l'offre de soins par la réhabilitation, la construction et la fourniture d'équipements. Ces interventions seront basées sur les objectifs de couverture fixés par la carte sanitaire et des besoins exprimés par les Plans Régionaux de Développement Sanitaires élaborés dans le cadre du premier projet :

Objectif 2 : Développement des ressources humaines de la santé par la formation et la rationalisation du personnel de santé. Les moyens humains mis à la disposition des régions sanitaires seront optimisés dans le but d'améliorer la qualité des soins et développer l'offre de soins au plus près des populations.

Dans le cadre des objectifs du projet, la mission du cabinet aura pour objet :

Mobiliser de l'expertise technique long-terme en vue de prendre en charge les activités suivantes :

- Appui à la coordination du Projet
- Appui à la planification déconcentrée et au renforcement des capacités
- Coordination de l'équipe des Experts Techniques court-terme
- Transfert de compétences au bénéfice des équipes locales

Mobiliser les expertises court-terme en vue d'assurer l'appui à la Direction Centrale des Ressources Humaines et aux autres bénéficiaires du projet, à travers de plusieurs missions

Certaines activités seront exécutées en binôme Expert Technique International et Expert National.

Le Ministère en charge de la Santé invite les consultants à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Afin de confirmer leur éligibilité à un financement de

l'AFD, les consultants devront joindre à leur candidature la Déclaration d'intégrité (disponible en annexe du présent AMI ou sur demande à l'adresse indiquée ci-dessous) dûment signée.

Les consultants intéressés doivent produire les informations montrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser la présente mission ; à ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références récentes de prestations similaires à la mission.

Le caractère similaire des expériences sera analysé en fonction :

- de l'ampleur des contrats,
- de la nature de la prestation
- du domaine technique
- du contexte géographique.

Le Client examinera également la pertinence des manifestations d'intérêt au regard des informations suivantes :

- Compétences et disponibilités internes en matière d'appui technique apporté aux experts situés dans le pays (back-stopping) ;

Le Ministère en charge de la Santé dressera une liste restreinte de 6 candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues auxquels il adressera le Dossier de Demande de Propositions pour la réalisation des services requis.

Les manifestations d'intérêt, rédigés en langue française, doivent être déposés en version électronique au plus tard le **Jeudi 29 juin 2017 avant 15 heures locales** à l'adresse ci-dessous :

UNITE DE GESTION DU PROJET

Coordinateur National du Projet

A l'attention de Monsieur Gaston BIYOGO BI-NDONG,

Tél : (241) 06 03 88 801 07 31 18 53

E-mail : mefanebi@yahoo.fr ; Cc : denisondo@yahoo.fr

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires par écrit 7 jours avant la date de remise de la candidature à l'adresse ci-dessus. Cet appel à manifestation d'intérêt peut être obtenu en version complète sur le site <http://afd.dgmarket.com>

Opep

La Guinée-Équatoriale rejoint le cartel

W.N
Libreville/Gabon

GRÂCE au soutien de l'Arabie Saoudite, la Guinée-Équatoriale a été officiellement admise comme membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, selon une décision officialisée par le cartel le 25 mai 2017. Le plus petit pays d'Afrique centrale (en superficie et en population) devient ainsi le sixième pays africain membre avec l'Algérie, l'Angola, la Libye, le Gabon — qui a réintégré l'organisation en 2016, après en être sorti — et le Nigeria. Pour coller aux objectifs de l'Opep, le 3e producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne a pris l'engagement de réduire sa production de 12 000 barils par jour,



Photo : JOE MANIANGA

Le président du 6e pays africain membre de l'Opep, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo.

selon un chiffre indiqué par Gabriel Mbaga Obiang Lima, le ministre des Mines et des Hydrocarbures équato-guinéen. La Guinée-Équatoriale affiche des ventes annuelles de pétrole de 10,5 milliards de dollars, ce qui représente 95% de ses exportations vers la Chine, l'Inde, le Japon ou encore la Corée du Sud.